

La Fête!
rebelle et fraternelle

Les **10*11 mai 08**

Fête des Nouvelles 2008: Ils et elles participent !

Animateurs du PCF, responsables syndicaux, militants associatifs, ils participeront à la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, ils nous disent pourquoi.

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 849

24 Avril 2008

prix: 0,70 €



**Fêtes des Nouvelles, amendement
Chassaigne contre les OGM,
LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ !**



• Dimanche 16H00 •
**MEETING
ANDRÉ CHASSAIGNE**
député communiste



Député, Président
de l'Association Nationale des Elus
Communistes et Républicains

■ OGM

L'amendement Chassaigne sur les OGM permettrait de protéger les cultures et la gastronomie française. Retour sur une bataille parlementaire d'avenir.

P 3

■ HOPITAL

Alors que de lourdes menaces pèsent sur l'emploi au CHU de Nantes, le rapport Larcher préconise la fermeture de 200 hopitaux selon une logique purement comptable.

P 5

■ MARXISME

La suite de nos dossier sur l'actualité du marxisme avec le regain d'intérêt porté sur les écrits d'Henri Lefebvre.

P 6

■ NANTES METROPOLE

Yann Vince, président du groupe communiste à Nantes Métropole témoigne des enjeux actuels d'un espace de construction qui réunit aujourd'hui 24 communes.

P 7



L'actualité politique...

EN BREF

Couacs en série

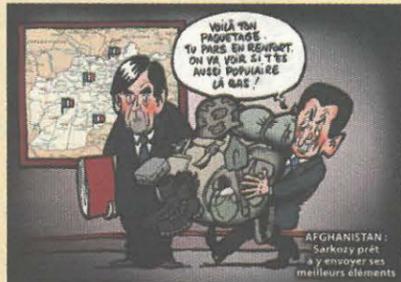
Le nouveau style, discret et serein que veut se donner le président n'a semble-t-il pas atteint son gouvernement. **Au couac sur la carte famille nombreuse succède celui sur le déremboursement des lunettes, vite rattrapé par celui sur la baisse des allocations familiales pour les enfants de 11 à 14 ans. Drôle de manière de reconquérir l'opinion après l'échec des élections locales.** Le gouvernement semble décider à faire des économies de bouts de chandelles. Peut-être pourrait-il commencer par économiser la salive de ses ministres qui sont bien souvent obligés de démentir après une déclaration hasardeuse.

Anniversaire

Sarkozy a reçu un nouveau mauvais sondage à l'occasion du premier anniversaire de sa présidence : **Seuls 19% des français jugent ses premières réformes positives.** Ils sont 60% à considérer que cette première année est plutôt un échec. Parmi les réformes les plus impopulaires : le paquet fiscal, la réforme des contrats de travail ou encore la réduction du nombre de fonctionnaires. A bon entendeur...

Pas hostile

Voynet n'est « pas hostile » à l'envoi de troupes française supplémentaires en Afghanistan. Normal, la guerre, les bombes, les destructions et les drames humains qu'elles entraînent c'est peu coûteux et surtout... ça ne pollue pas.



Bouillabaisse indigeste pour Musellier et Gaudin

A la surprise générale, c'est le socialiste Eugène Caselli qui prend la tête de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole par 79 voix contre 77 à Renaud Musellier.

Gaudin paye visiblement son soutien à des candidats UMP (dont l'ex FN Simompiéri battu à Marignane) défaits par des dissidents qui n'ont pas oublié de lui faire payer l'addition.

Pour Patrick Magro, président du groupe communiste, c'est un résultat logique puisque la gauche a obtenu 13 000 voix de mieux que la droite sur les communes concernées.

Un résultat qui brise net l'élan de Renaud Musellier dans ses ambitions de conquête de Marseille... Et qui laisse Gaudin maire de la 2^{ème} ville de France sans les leviers politiques essentiels.

Point de vue

par Marie-Annick BENÂTRE



En mars dernier, les électrices et les électeurs ont voulu envoyer un message clair au gouvernement, un coup de semonce contre les réformes dévastatrices : les franchises médicales, le démantèlement du code du travail ou encore l'allongement de l'âge de départ à la retraite... Ils et elles ont voté pour des élu-e-s de terrain à l'écoute, rassemblant largement toutes les

comment on change le quotidien des gens pour aujourd'hui et pour demain. Les résultats des élections exigent d'ouvrir cette véritable et durable alternative à gauche et la construction du rassemblement progressiste majoritaire qui en découle.

Pour y parvenir, il faut s'attaquer à la loi de l'argent, il n'y a pas d'aménagement possible du système. **Il faut choisir son camp. Ce qui exclut de flirter avec une droite déguisée en tentant des combinaisons politiciennes avec le MODEM ou de se ranger dans un pôle de radicalité qui s'inscrit systématiquement dans l'opposition.** Choisir son camp, c'est se prononcer pour la mise en place de projets répondant aux intérêts de la population, c'est défendre les services publics de qualité, c'est revendiquer

la construction de logements sociaux, c'est travailler à un aménagement harmonieux et un développement économique respectant les enjeux environnementaux de notre territoire...

Les lycéens, les enseignants, les hospitaliers, les retraités, les portuaires, les locataires... nombreux sont ceux qui peuvent compter sur le soutien concret, l'action et la détermination

des communistes et de leurs élu-e-s. **Nous devons avoir à cœur d'être activement partie prenante de leurs actions mais aussi de montrer ce qu'il y a de commun entre toutes ces mobilisations sociales pour en favoriser la convergence en terme politique et idéologique.**

Etre acteurs des mobilisations et favoriser les convergences idéologiques et politiques

Sarkozy tenté par la guerre

Que Nicolas Sarkozy tourne à nouveau le dos à une promesse de campagne (il s'était alors prononcé pour un retrait d'Afghanistan), ça n'étonne plus, qu'il s'aligne sur la politique militaire interventionniste américaine, voilà qui est bien plus grave.

C'est pourtant ce que propose le gouvernement avec l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan.

Pourtant, plus de 6 ans après l'intervention en Afghanistan, les forces en présence sont embourbées dans une situation pratiquement inextricable. Le corps expéditionnaire de l'OTAN est mis en difficulté par des milices afghanes aguerries et parfaitement apte à la guérilla, il ne contrôle que 30% du territoire. D'après une ONG européenne présente sur place chaque mois qui passe, les attaques augmentent de 25%. Les Etats-Unis dépensent 100 millions par jours pour financer cette sale guerre qui tait son nom. Pire, l'Agence de coordination de l'aide à l'Afghanistan (ACBAR) regroupant 94 agences d'aide vient de révéler que **40% des 15 milliards de dollars d'aides attribués à l'Afghanistan vont dans les poches de sociétés de mercenaires ou de bureaux d'études occidentaux. 6 milliards**



de dollars auraient été détournés, soit l'équivalent de vingt ans de budget du ministère de l'Éducation afghan.

Pour le peuple et les démocrates Afghans, la guerre ne paie pas. Alors pourquoi ? Peut-être faut-il aller chercher plus avant dans la fascination de Sarkozy pour les Etats-Unis, sa proximité avec les puissances d'argent soucieuses de suivre le chemin du pays du capitalisme sauvage fait le reste. Ainsi, le président a eu cette terrifiante déclaration sur les « avertissement nucléaires » et les « frappes limitées » contre les pays qui menaceraient nos intérêts vitaux. **Tournant le dos à la politique nucléaire française « dissuasive**

», il emboîte le pas de l'impérialisme américain et rêve de réintégrer le commandement stratégique de l'OTAN.

Dès lors, la motion de censure contre l'envoi de troupes en Afghanistan, votée par l'ensemble de la gauche, même si elle a été mise en échec par la majorité de droite à l'assemblée nationale constitue un point d'appui important. **Reste aux progressistes et aux pacifistes de France à donner de la voix pour faire entendre raison au pouvoir de droite alors que les borbors afghans et irakiens montrent que la guerre n'est pas la solution. Les communistes seront de ces combats !**

De vous à moi...

La Fête de Nouvelle de Loire Atlantique bénéficiant d'une programmation musicale renforcée cette année, nous avons pensé passer un contrat permettant avec la FNAC permettant la mise en vente de billets de concerts dans les magasins FNAC et partenaires (Carrefour, Magasins U, Géant...). Mais voilà, imaginant que les concerts seront « sous influence politique », la FNAC « refuse de prendre parti politiquement ». C'est bien mal connaître notre fête que de s'imaginer que chaque invité qui y participe (artistes, associations...) se range sous « l'influence politique » du PCF. Quant à une éventuelle et improbable prise de parti politique de la FNAC nous nous en passons bien et préférons témoigner de notre soutien au salariés du groupe, récemment en grève pour faire reculer la précarité des emplois proposés par l'entreprise. Du reste, chacun aura constaté que les arguments invoqués ne font plus le poids lorsqu'il s'agit de vendre des dizaines de milliers d'entrées à la fête de l'Humanité et de réaliser une importante plus value. Assurément, la FNAC prend parti pour la politique du profit et du portefeuille bien rempli !

A.S

**VITE LU
VITE DIT**

Des commémorations dédiées à la jeunesse résistante

Cette année, les commémorations de Châteaubriant auront lieu les 18 et 19 octobre. Elles se dérouleront sur 2 jours puisque l'objectif de cette année est de rassembler plusieurs centaines de jeunes autour d'un week-end d'histoire et de mémoire.

Le samedi, ces jeunes visiteront la base sous-marine de Saint-Nazaire où l'histoire de la résistance régionale et de la poche de Saint-Nazaire, sera évoquée. Dans la soirée, ils se retrouveront pour assister à des concerts. Le dimanche, ils participeront à la cérémonie de la Blisière et se rendront sur le lieu où les 9 otages furent fusillés.

L'après midi, ils assisteront à la cérémonie et à l'évocation dédiée à la jeunesse résistante dans la carrière de la Sablière.

Un an après la tentative de récupération du combat des jeunes résistants par Nicolas Sarkozy et la présence de 5000 personnes aux commémorations de Châteaubriant, les jeunes pourront se réapproprier une partie de leur histoire, celle d'une jeunesse résistante qui a joué un rôle fondamental contre l'occupant nazi et la collaboration de Vichy.

■ Saint Nazaire : Mobilisation pour l'emploi industriel !



Une manifestation unitaire de la gare à la chambre de commerce et d'industrie organisée par la CGT (qui formait le plus gros du cortège), la CFDT, la CFTC, Solidaires, UNSA et la FSU. Parce que l'actualité est pleine de fermetures de sites et de suppressions d'emplois cela pourrait laisser à penser que l'industrie n'a plus d'avenir. Côte à côte marchaient, «pour exiger des emplois de qualité» la navale, Airbus (des salariés de Toulouse, de Méaulte, de La Courneuve avaient fait le déplacement), RFS (Alcatel), Man Diesel... autant de sites qui ne demandent qu'à prospérer pourvu qu'on leur en donne les moyens «Il faut renforcer les investissements

du port autonome, renforcer et développer les grandes infrastructures de transports qui sont nécessaires à l'industrie» dira Fabrice David pour l'union locale CGT, refusant des «choix financiers uniquement destinés à augmenter la rentabilité de nos entreprises». Il faut dire qu'entre les chantiers navals qui risquent demain de tomber sous le contrôle d'actionnaires coréens, l'aéronautique qui se débat dans les défilés d'initiés, RFS qui pourrait être délocalisée en Inde, la bassin d'emploi nazairien risque si on laisse faire de payer un lourd tribut à la spéculation. Aux côtés des salariés, de nombreux élus communistes de Saint-Nazaire, de Trignac, de Brière et du départe-

ment. Leur présence, naturelle, témoigne de la volonté de faire entendre une voix différente à gauche et d'inscrire l'action d'élus locaux dans les institutions comme dans les luttes. Sarkozy annonçait qu'il s'engagerait en faveur du monde ouvrier mais son gouvernement reste immobile face à la situation critique que traversent de nombreux sites industriels sur tout le territoire. Les communistes et leurs élus sont quant à eux déterminés à faire avancer des projets politiques novateurs : Le développement des infrastructures utiles au développement de l'emploi est une des priorités des nouveaux élus locaux commu-



nistes. Au-delà, alors que la précarité explose malgré les annonces de baisse du chômage, il faut ouvrir les débats de demain. Une volonté illustrée à la fête des nouvelles de Loire Atlantique avec le débat «Patrons voyous et droit du travail européen» avec le député

européen Jacky Hénin et la responsable syndicale départementale Marie-Claude Robin et de nombreux responsables syndicaux du département. Du débat à la lutte, «Nous reviendrons si nous ne sommes pas entendus» a prévenu Christian Duval, le responsable de l'union locale CGT Saint-Nazaire.



■ La droite embourbée dans les OGM

Le sillon était tout tracé. Après un Grenelle de l'Environnement qui se voulait être un modèle de concertation, une loi soi-disant «équilibrée» devait permettre la cohabitation des filières agricoles OGM et non OGM (sic !). En réalité, l'ensemble du texte vise à cautionner l'autorisation des cultures OGM en plein champ au moyen de quelques paravents sur l'évaluation de l'impact environnemental et sanitaire de ces cultures. Après un passage en première lecture où les sénateurs ont eu particulièrement la main lourde, le premier passage à l'Assemblée a fait dérailler le bel attelage. Un amendement du député communiste André Chassaigne, adopté avec l'ensemble des voix de gauche plus quelques voix de droite à un moment où peu de députés étaient présents à l'Assemblée, a exclu les cultures OGM de l'ensemble des territoires labellisés (type AOC ou Label Rouge par exemple). Tout cela sous les yeux d'une secrétaire d'Etat chargée de l'écologie qui, naviguant à vue à cause des tiraillements de la majorité, décide de ne pas donner d'avis du gouvernement sur cet amendement. Encore

une fois sur un dossier chaud, la droite se retrouve en rase campagne. Cet amendement qui renforce le droit des agriculteurs à décider de leur propre filière (traditionnelle, bio, labellisées, OGM, etc.) est devenu emblématique de ce débat. En une semaine, près de 20 000 personnes signent une pétition pour demander le maintien dans la loi de «l'amendement Chassaigne». Un soutien appuyé par des sondages montrant que ? des Français pensent qu'il est important de pouvoir consommer des produits sans OGM. Pourtant le gouvernement semble n'en avoir cure puisqu'il vide cet amendement de sa substance lors du deuxième passage au Sénat. Mais une deuxième lecture à l'Assemblée, qui se fera en mai, est nécessaire à l'adoption de la loi. Une occasion de plus pour les défenseurs d'une agriculture choisie de pouvoir se faire entendre.

Un comité de soutien à l'amendement a été créé, l'appel est à signer sur Internet : <http://www.amendement252.blogspot.com/> ou auprès des militants communistes



■ Pour prolonger le débat sur la fête



Samedi 17H : «Patrons voyous & droit du travail en Europe», animé par Yvon Rénovot, secrétaire de la section de Saint-Nazaire du PCF en présence de Jacky Hénin, député européen PCF, de Marie-Claude Robin, secrétaire générale de l'Union Départementale OGT de Loire-Atlantique et de personnalités du mouvement syndical de Loire Atlantique.

Luttes des portuaires pour défendre le service public maritime et fluvial, scandale de la sous-traitance et opérations capitalistiques aux Chantiers navals, défense de l'emploi à Airbus, grève historique dans le commerce, c'est tout le bassin d'emploi en Loire-Atlantique qui est aujourd'hui en jeu.

Les **10-11 mai 08**

La Fête!
rebelle et fraternelle

• Dimanche 16H00 •
MEETING
ANDRÉ CHASSAIGNE
député communiste



Député, Président de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains

Le dossier.

Fête des Nouvelles de Loire Atlantique

Ils participeront à la fête, NLA leur donne la parole !

La Fête!
rebelle et fraternelle

La fête des nouvelles de Loire-Atlantique, c'est d'abord et avant tout un formidable investissement militant, un espace ouvert à la diversité d'engagements, qu'ils soient associatifs, syndicaux, politiques ou citoyens. Voilà pourquoi des dizaines d'associations et de personnalités du monde politique ou syndical se retrouveront sur la fête dans le respect des engagements de chacun.

Erwan KERIVEL
Membre du bureau
de la Fondation Culturelle
Ghassan Kanafani

La Fondation Culturelle Ghassan Kanafani a été créée en 1974 à la suite de l'assassinat de Ghassan Kanafani, écrivain, journaliste et porte parole du Front Populaire de Libération de la Palestine. Elle a pour but de venir en aide aux réfugiés palestiniens dont nous soutenons le droit au retour dans leur pays. Nous souhaitons aussi faire connaître l'œuvre de Ghassan Kanafani, artiste progressiste et laïc à l'heure où l'islamisme progresse malheureusement dans le mouvement palestinien. Plutôt que de proposer des initiatives déjà ficelées

depuis l'Europe, nous apportons notre soutien à des projets portés et réalisés par les palestiniens eux mêmes. Ainsi, nous avons déjà pu créer 6 jardins d'enfants (équivalents à nos écoles maternelles) et 2 centres habilités pour handicapés dans ou près des camps de réfugiés palestiniens au Liban. Ces projets ne peuvent être financés que grâce à des gestes de solidarité. Nous travaillons à construire une solidarité concrète des travailleurs, en France et dans d'autres pays européens, avec les réfugiés palestiniens. C'est donc tout naturellement que nous avons accepté de participer une fête populaire comme la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique pour faire connaître le travail de notre association et informer sur la situation des réfugiés palestiniens.

Raymond LE DAHÉRON
Adjoint au maire et responsable
du stand de Trignac

A Trignac, depuis la bataille du référendum, nous n'avons pas chômé. Dans nos luttes comme dans nos rencontres, nous avons tissés des liens étroits avec beaucoup de gens de notre localité. Des batailles comme celle concernant les arrêtés anti expulsion ont aussi permis d'élargir nos contacts, de faire des adhésions. Et puis, il y a eu les rencontres publiques de quartiers, des municipales, très suivies et parfois mouvementées. Sans oublier les lecteurs de la tournée d'Huma Dimanche que nous avons recommencé depuis deux ans. Quand on compte bien, cela fait du monde à inviter à la fête. Le rendez vous du parc paysager sera, en fait, le premier vrai moment de convivialité que nous aurons tous ensemble depuis le 16 mars. Notre stand (tout de suite à droite en entrant) avec son bar et son barbecue sera, pendant deux jours, un endroit idéal de rencontres et de dialogue. Chacun pourra discuter avec le nouveau maire (et avec l'ancien), faire mieux connaissance avec les élus (sur les 13 élus communistes et républicains, 8 commencent leur



premier mandat)... Echanger en mangeant des saucisses ou des frites, prendre le café ensemble, cela crée des complicités qui nous seront bien utiles dans les jours à venir quand il faudra lutter pour avoir un meilleur salaire, une meilleure retraite ou les empêcher de fermer nos classes. La Fête, c'est un moment exceptionnel de mobilisation. Cela a d'ailleurs déjà commencé pour vendre les vignettes et avoir l'équipe militante qui va monter et tenir le stand.

Marie-Claude ROBIN
Secrétaire générale de l'UD CGT
44, intervenante dans le débat
« Patrons Voyous et droit
du travail en Europe »

La situation de l'emploi dans le bassin nazairien est très préoccupante alors même qu'il y aura 6000 emplois à couvrir d'ici 3 ans. 17 000 intérimaires travaillent à Saint-Nazaire mais la majorité n'a des contrats que 2 mois et demi par an. Il y a un fort potentiel dans le bassin à condition d'avancer vers des emplois sécurisés et de la formation qualifiante. Mais au contraire, les remises en cause du droit du travail sont fréquentes, gagner l'égalité des droits entre travailleurs français et travailleurs étrangers. Les directives européennes pèsent ici lourd et les salariés européens sont mis en concurrence entre eux. Avec le « droit du pays d'origine », il est difficile de défendre les droits de salariés qui ont 2 régimes différents. L'urgence est donc à mobiliser pour gagner une harmonisation des droits par le haut. C'est la solidarité entre les salariés qui permettra de gagner l'augmentation du niveau de droit face au patronat encouragé par



l'actuelle construction européenne. Pour y arriver, il y a besoin de débats pour construire les rassemblements nécessaires. C'est pour ça que j'ai accepté la proposition de débat organisée à la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique autour de la thématique « Patrons Voyous et droit du travail en Europe ». L'Europe sociale que nous voulons reste à construire !

Les **10*11 mai 08**

- Spectacles
- débats
- jeux • bars
- restauration
- librairie
- animations pour enfants



Pascal TUAL
Responsable
du Mouvement de la Paix

La fête fédérale du PCF de Loire-Atlantique est un lieu de rassemblement que le Mouvement de la Paix à l'habitude d'honorer, pour faire le message de la paix et dénoncer les politiques de guerre mises en œuvre par les grandes puissances de ce monde. La France est partie prenante, cette année à la suite du conseil de l'OTAN réuni à Bucarest, notre pays reprendra ses responsabilités parmi les principaux pays dirigeants, siège que nous avons quittés en 1966. C'est bien la volonté du Président SARKOZY et de son équipe, d'engager la France dans le concert des pays va-t-en guerre pour un

plus grand pillage du monde – et cela le Mouvement de la Paix ne peut l'accepter ! – Nous dénonçons les politiques de surarmement avec la mise en œuvre du sous-marin « le Terrible » et des missiles M51 ; nous considérons que ces œuvres de mort dont il est fait commerce, à des pays qui auraient particulièrement besoin d'aide au développement, ce commerce est contre nature et conduit à la guerre. Nous dénonçons la présence de soldats français en Afghanistan, conflit qui n'a que trop duré. Notre participation à la Fête des Nouvelles, pour faire partager nos valeurs de Paix, de Désarmement, contre la nucléarisation des armes de guerre et proposer la Réflexion pour la Reconversion nécessaire des industries de mort.

PRENONS NOTE...

L'arnaque

Les comptes de l'industrie pour 2007 viennent d'être publiés : que constate-t-on ?

Les richesses produites (la VA) ont été augmentées de 3,3%. **C'est le produit de l'effort des salariés qui ont travaillé plus pour produire plus.** Mais les salaires bruts ont seulement progressé de 1,4% comme en 2006. Par contre, l'excédent brut d'exploitation, c'est-à-dire les profits ont été augmentés de 7,4%.

Marché de dupes ?

Le texte sur la modernisation du marché du travail que seule la CGT a refusé de signer arrive à l'Assemblée Nationale. Elle entend tout faire pour que l'un des points les plus sensibles de cette modernisation du contrat de travail – la «rupture par consentement mutuel» également appelée «séparation à l'amiable» entre l'employeur et le salarié – ne soit pas entériné. Signez la pétition sur le site : <http://anti-accord11janvier08.org/>

Cynique

Tout emploi à deux heures de leur domicile, avec un salaire 30% inférieur à leur précédent poste devient, selon le gouvernement, «une offre valable d'emploi» pour les demandeurs d'emplois depuis plus de 6 mois. **S'ils refusent, c'est la sanction.**

Alors pourquoi !

Les salariés français sont ceux qui s'arrêtent le moins : seul un salarié sur quatre en France en arrêt de travail au moins une fois dans l'année, contre un sur trois en moyenne dans le reste de l'Europe (site monster.fr). L'on s'étonne alors de la volonté du gouvernement de resserrer encore les contrôles.

Plan de rigueur

La suppression par l'Etat de sa subvention aux tarifications sociales SNCF, dont la **carte famille nombreuse**, risque de porter atteinte aux revenus et aux déplacements de ces familles.

Pouvoir d'achat saboté

Le gouvernement a annoncé **une augmentation des tarifs du gaz** de 5,5% pour juin – soit pour 2008 +10%- en justifiant cette augmentation par le prix du pétrole ; alors que GDF avait annoncé des profits record pour 2007.

Réforme mort-née ?

La réforme du Revenu de Solidarité Active (RSA) à peine engagée risque d'être la **victime des économies** à réaliser pour réduire les déficits publics. Ce revenu concerne pourtant des milliers de personnes en difficultés sociales.

Appel du «Comité 252»

L'amendement 252 d'André Chassaigne, député communiste, a été voté en 1ère lecture du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés. Il ajoute aux critères de respect de l'environnement et de santé publique qui doivent présider à la culture et à la commercialisation des OGM **les critères de respect des zones sensibles, de l'activité agricole de qualité et la santé de la population et en toute transparence.**

Le gouvernement et la majorité UMP cherchent à remettre en cause ce vote de l'Assemblée : c'est inadmissible. Intervenons pour empêcher ce mauvais coup et défendre la décision de l'Assemblée, en signant la pétition de députés de gauche : <http://petition2.yepa.org/index.php>

Contre la privatisation



Les tales rondes se succèdent avec D. Bussereau et confirment la volonté gouvernementale de transférer l'**outillage et les personnels vers les entreprises de manutentions privées.** La volonté de légiférer fin juin reste entière malgré la protestation déterminée des portuaires et dockers. Le 26 mars dernier, le port autonome Nantes Saint-Nazaire enregistrait 60% des portuaires et dockers en grève. Certes, la CGT soutient vivement le plan de relance des ports, notamment l'enveloppe d'investissements prévue par l'Etat. Mais, les portuaires refusent l'autre bout de la réforme qu'ils qualifient de «**totallement idéologique, en aucun cas économique et encore moins à finalité sociale.**» «*Nous ne voulons pas que cette réforme se fasse au détriment du statut des personnels. Aujourd'hui, les ports et leurs personnels ne sont pas à vendre. Le moindre transfert de personnel aurait une incidence négative sur l'ensemble des salariés,*» insistent-ils. **Ils estiment que la réforme portuaire signifie une disparition partielle du service public et à plus long terme, des craintes pour les emplois.** «*On n'est pas dupes. Bientôt, c'est tout le personnel terrestre du port qui pourrait être menacé. Il pourrait y avoir des licenciements. On a vu ce que cela a donné pour les dockers. Leur nombre a été divisé par deux. On ne laissera pas refaire la même chose*» affirme Yves TUAL, délégué CGT du personnel portuaire.

Depuis 1987, les portuaires luttent contre la volonté des gouvernements successifs de privatiser leurs emplois. C'est dans l'unité que les syndicats portuaires européens ont pu repousser à deux reprises les projets de déréglementation de l'emploi portuaire des grands armements s'appuyant sur les directives européennes. Aujourd'hui encore, les portuaires sont déterminés à préserver leur outil de travail. Par une grève perlée, ils veulent, face à l'autoritarisme et le dogmatisme du gouvernement, intensifier la lutte.

L'hôpital va mal

Le manque de médecins et infirmières organisé depuis plus de 20 ans, et le régime sec auquel est soumis l'hôpital depuis maintenant près de 10 ans aboutissent à une situation préoccupante. Les 30 CHU de France totalisent 390 millions d'euros pour 2007 dont 31,5 pour le CHU de Nantes. Le plan de redressement par des mesures économiques, comme le nomme l'Agence Régionale de l'hospitalisation (ARH), fait dire à la CGT du CHU de Nantes qu'un «*plan social se dessine.*»

Les différents rapports et les déclarations de la ministre de la Santé sur la création des Agences Régionales de Santé confirment que ce projet s'inscrit bien dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques. Ce qui laisse à penser que seule la logique purement comptable guide cette réforme présentée comme historique. **Ce projet est porteur de graves menaces pour notre système de santé.**

Le rapport Larcher s'inscrit dans cette logique d'entreprise strictement financière. Les véritables objectifs de ce rapport sont de faire 5 milliards d'économie pour la Sécurité Sociale et la fermeture de 200 hôpitaux. Il ne pose en effet aucune question fondamentale de l'hôpital, celle de son financement, celle de la pénurie de personnels médicaux et paramédicaux. Il n'est pas autre chose que le «*petit guide de la privatisation de l'hôpital public en 16 leçons*» comme le déclarent les Sénateurs communistes. Nous sommes face à une aggravation sans précédent de la politique de déstructuration, de casse des hôpitaux et maternités de proximité. **Nous devons refuser ce rouleau compresseur qui loin d'améliorer la qualité des soins et la sécurité comme l'idéologie dominante le prétend, exclut ou limite l'accès aux soins d'une frange de plus en plus importante de la population.**



Votons pour qu'ils votent !

Du 19 au 25 mai prochain aura lieu la **Votation Citoyenne**, initiative nationale portée par un collectif de plus de 80 organisations.



En octobre 2006, ce sont près de 82000 personnes qui se sont exprimés sur cette question, dans plus de 120 villes de France. Pour la 3^{ème} année consécutive, les communistes et leurs élus seront partenaires de **cette consultation sur le droit de vote et d'éligibilité des immigrés.**

A l'heure où le gouvernement de Nicolas Sarkozy pratique la casse systématique de tout ce qui renvoie à la solidarité nationale, la question des immigrés et de leur statut en France n'apparaît pas à tous, notamment à gauche, comme une question centrale dans l'actualité politique. Pourtant c'est une question qui est comme l'un des curseurs les plus pertinents aujourd'hui, notamment dans ce qu'il révèle des conceptions politiques des uns et des autres sur les questions de mondialisation libérale (à laquelle sont bien entendu liées celles des

migrations), et donc de partage des richesses, de solidarité.

Il est urgent, non seulement de se battre auprès des immigrés contre les lois scélérates de ce gouvernement, de faire jouer la solidarité contre la traque systématique, mais plus encore **d'avoir le courage de porter avec eux et pour nous tous, une vision politique qui soit celle d'une société où l'égalité est effective et la citoyenneté partagée avec tous.**

Dans l'agglomération nantaise, seules les villes de Nantes et Saint-Herblain soutiennent activement cette initiative. Le combat des communistes est de faire en sorte que chacun prenne ses responsabilités sur cette question. Delphine BOUFFENIE

NB : le projet de loi sur la réforme des institutions sera abordé courant mai au Parlement.

Evènements, culture, idées.

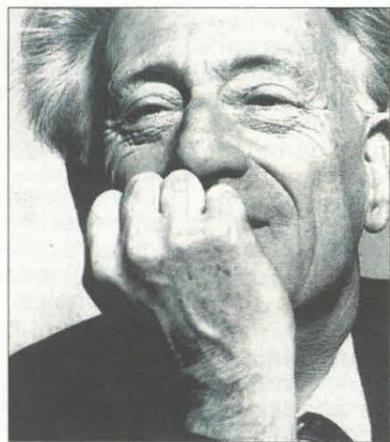
Marxisme (2) : Henri Lefebvre, une renaissance posthume

Curieux destin pour Henri Lefebvre (1901-1991), philosophe français, marxiste, communiste, sociologue d'abord du monde rural, puis théoricien de l'urbain et du droit à la ville. S'il eut son heure de notoriété hexagonale, avec un "Que-Sais-Je ?" sur le marxisme (1948) qui fut un best-seller populaire, on ne saurait pourtant guère affirmer qu'il fut prophète en son pays. Quasi oubliée ici, malgré certains efforts persévérants, son œuvre connaît actuellement une notoriété mondiale nouvelle qui doit nous inciter à revisiter son œuvre. A l'heure de la dite "fin de l'histoire", qu'il avait pressentie, et de la globalisation, dont il fut aussi un analyste pionnier, elle dévoile aujourd'hui toute son actualité et sa portée.

En France, alors que, comme tout le marxisme, Lefebvre est rigoureusement banni de l'université française, Rémi Hess, le dernier doctorant de Lefebvre professeur à Nanterre, poursuit aux éditions Anthropos, la réédition érudite de ses principaux livres. Sa biographie, "Henri Lefebvre et l'aventure du siècle" (1988), fait toujours autorité. Armand Ajzenberg, du "Groupe de Navarrenx" - lieu de séjour de Lefebvre dans les Pyrénées - poursuit inlassablement, quant à lui, aux éditions Syllepse, ou dans la revue numérique "La Somme et le Reste (Etudes lefebvriennes, réseau mondial)" d'Espaces-Marx, si bien nommés, et par des participations collectives aux congrès bi-annuels d'Actuel-Marx, la divulgation des formes contemporaines de la pensée lefebvrienne.

Partout ailleurs dans le monde cette pensée est bien davantage reconnue et étudiée. Un livre international paraît ces jours-ci, sous le titre : "Espace, Différence, Vie quotidienne : lectures d'Henri Lefebvre", aux

éditions anglo-américaines Routledge. En Europe, il faut se tourner vers la Suisse et les Pays-Bas, où se prépare une conférence internationale, dès novembre 2008 à Delft, puis à l'automne 2009 à Zurich, intitulée : "Repenser la théorie, l'espace et la production : Henri Lefebvre aujourd'hui". Dans les pays anglo-saxons, chercheurs et universitaires, souvent géographes, britanniques (D. Harvey), canadiens



(R. Shields) et américains (E. Soja) redécouvrent l'homme, explorent et analysent son œuvre immense et multiforme. Au Brésil, c'est à travers lui que se réalise un réel "retour de la dialectique". Les géographes urbains du LABUR de l'USP (Université de São Paulo), autour de A.F.A. Carlos, développent une géographie critique-radical sur des bases résolument lefebvriennes.

Peu à peu, son œuvre immense et multiforme, trouve sa cohérence, son unité, sa portée. Pour, au-delà d'une profusion assez disparate, mieux lui donner son unité et sa cohérence. Cela passera inmanquablement par une meilleure combinaison entre sa théorie de la production de l'espace et son appel à la critique de la vie quotidienne.

La "Production de l'espace" (1974), ouvrage abouti, est le résumé philosophique de toute une recherche. Il y est question non pas de considérer l'urbain comme la seule forme de vie moderne, mais la relation nouvelle entre le rural et l'urbain. C'est à la fois un ouvrage théorique et une étude des configurations spatiales, issu d'observations de terrain dans des lieux innombrables : Paris, les Pyrénées, le Canada et l'Amérique du Sud, l'Afrique du Nord, New York et le Japon. Quant à sa "Critique de la vie quotidienne", il se plaisait à dire que c'était la chose la plus importante qu'il ait jamais écrite.

Son idée centrale de "production de l'espace" est désormais admise, sinon vraiment bien comprise. Sa trilogie de l'espace - vécu, perçu et conçu - fait toujours l'objet de réflexions, pour mieux articuler, dans leur différence, espace et territoire. Mais, ce qui reste encore trop négligé, c'est son analyse de cette confluctualité inhérente à l'espace social, champ encore à peine entrevu des nouvelles luttes de classes. Car, d'après lui, "changer la vie", "changer la société", cela ne veut rien dire s'il n'y a pas production d'un espace approprié.

Pour le canadien Rob Shields la dialectique spatialisée et ouverte de Lefebvre offre la possibilité de trouver un dénominateur commun à des mouvements progressistes plutôt hétéroclites : "ses idées ont électrisés non seulement une génération mais un siècle de la Gauche, et elles ont trouvé leurs marques pas seulement en France, ni même en Europe, mais également dans des communautés lointaines, quartiers populaires, des combats et des débats".

Henri Lefebvre, une pensée marxiste française qui devient monde sous nos yeux.

J-Yves Martin

LIRE

Une généalogie de la pensée anti-68

La haine de 68 est devenue un thème à la mode. Le slogan de N. Sarkozy, lors de la campagne présidentielle de 2007, sur l'indispensable liquidation du legs de 68, ne peut être réduit à un propos de campagne. Il s'appuie en réalité sur un travail idéologique qui a commencé dès le lendemain des événements et qui, de commémoration en commémoration, s'est prolongé jusqu'à former une véritable vulgate dès la fin des années 1990.

Le livre de l'historien S. Audier reconstitue méticuleusement « l'anatomie et la généalogie de la pensée politique française face au legs de 68 ». Il montre ainsi comment Mai 68 n'a cessé d'être attaqué depuis des bords politiques opposés, de la droite extrême jusqu'à la gauche, y compris communiste. Il met aussi en évidence que ce long processus des "sédimentations" de mai 1968 s'est accompagné de profondes mutations dans le monde intellectuel, marqué par une contre-offensive libérale et conservatrice, une réaffirmation de "l'humanisme" et un retour au mythe républicain.

La Pensée anti-68 offre ainsi - après "les vies ultérieures de Mai 68" de K. Ross (voir NLA n°790, oct. 2005) - une discussion d'ensemble de toute une pensée française qui a voulu tourner la page des "maîtres à penser" des années 1960. Cette somme d'érudition et d'analyse de textes montre comment la transformation de mai est révélatrice du tournant conservateur qui a été opéré par une partie de l'intelligentsia sous divers masques : prétendue redécouverte du libéralisme au début des années 1980 (F. Furet), de la République et de la nation (R. Debray) ou encore de l'humanisme (L. Ferry).

Une contribution des plus complètes et solides apportées à l'historiographie critique d'une introuvable "pensée 68".

S. Audier, "La pensée anti-68 : essai sur les origines d'une restauration intellectuelle", Ed. La découverte, Coll. Cahiers Libres, 2008, 384 p., 21,50€.



VOIR...



L'expo Mai 68 de l'IHS/CGT

L'exposition de l'Institut Histoire sociale de la CGT : "Mai

68", comporte 25 panneaux illustrés portant successivement sur le contexte général mondial et plus particulier de la France gaulliste ; les développements du "mouvement 1968", depuis la mobilisation antérieure jusqu'à la jonction des luttes étudiantes et sociales, grèves et occupations. Suivie d'une évocation de la vie quotidienne, culturelle et matérielle de l'époque et, après la sortie du mouvement, ses prolongements sociaux et sociétaux.

Cette exposition sera visible sur le stand fédéral des Nouvelles de Loire Atlantique, les 10 et 11 mai, à la Fête des NLA, au Parc Paysager de Saint-Nazaire.

MÉDIAS

Penser la communication Par D. Wolton

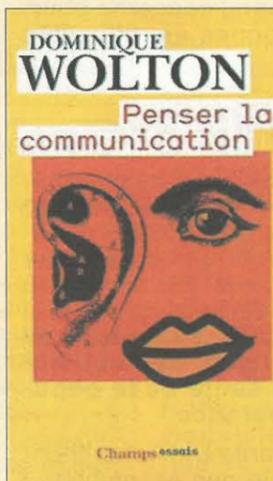
La communication est l'un des symboles forts de notre époque. Son idéal, rapprocher les hommes, les valeurs et les cultures, est au cœur du modèle démocratique et triomphe par l'intermédiaire de techniques de plus en plus performantes et séduisantes. Sa réussite est à ce point exemplaire que nombreux sont ceux qui voient dans le multimédia et les réseaux la réponse aux maux de nos sociétés et l'es-

quisse de nouvelles solidarités.

Dominique Wolton est directeur de recherches au CNRS où il dirige la revue Hermès. Ses travaux portent sur l'analyse des rapports entre la communication, la société, la culture et la politique. Il nous met en garde contre toutes conclusions hâtives : s'il n'y a pas de démocratie sans communication, les techniques génèrent aussi des inégalités.

Penser la communication, c'est montrer les dangers qui la menacent et dont il faut la protéger, renforcer les identités, retrouver le temps et respecter ce qui nous sépare. Bilan de vingt ans de recherches sur la télévision, la culture, la

communication et la politique, le journalisme, les nouvelles techniques et l'Europe, la réédition en



poche de ce petit livre, enthousiaste mais lucide, nous invite à pratiquer la

distance critique vis-à-vis de la communication.

Il remet les choses à leur place et explique avec vigueur qu'il ne faut pas confondre performance technique et nouvelle société. Car, au bout de toutes les techniques les plus sophistiquées et les plus interactives, on retrouve toujours des inégalités. Avec la même difficulté à se comprendre et, parfois, la même solitude. D'où ce paradoxe : plus la communication technique est performante, plus on découvre ce qui la sépare de la communication véritablement humaine.

Ed. Flammarion Coll. «Champs essais», 516 p., 10€.

près de vous

Missillac

EDF, la privatisation à petits pas

Le conseil municipal a adhéré au nouveau syndicat départemental pour l'électricité (SYDELA). Dominique BELLO de «**Missillac solidaire, écologique et citoyenne**» a constaté que la démarche était quasi obligatoire pour les communes, aucun autre choix n'étant aujourd'hui viable. Le conseiller a vivement regretté que ce nouveau syndicat «**se donne la possibilité de produire de l'électricité**» ce qui représente menace potentielle pour EDF et constitue «**un pas supplémentaire vers la privatisation**».

Saint Joachim

Débat sur les taux des impôts locaux

La nouvelle majorité a décidé de ne pas bouger le taux d'imposition des trois impôts locaux pour 2008. Décision «**louable mais irréaliste**» déjà en retrait sur des «**promesses électorales qui prévoyaient de les baisser**» selon Jean Yves ROMAND. Cette décision, assure-t-il, devra être revue dans les années à venir sous peine de diminuer dangereusement l'autofinancement «**qui permet d'investir et d'équiper la commune**».

Blain

Camille Claudel agrandi

Créé en 1994 le lycée Camille CLAUDEL de Blain qui accueille aujourd'hui près de 700 élèves devra en scolariser 200 de plus d'ici quatre ans. La Région vient donc de décider son agrandissement. Bernard VIOLAIN, vice président chargé de l'enseignement secondaire et supérieur a présenté l'avant projet estimé à trois millions d'euros, jeudi 3 avril, au conseil d'administration. L'extension de Camille CLAUDEL s'inscrit dans un programme régional prévoyant d'augmenter la capacité d'accueil des lycées publics d'environ 1500 places en Loire Atlantique.

Saint Nazaire

Une nécessaire réforme fiscale

Lors de l'examen du budget, Emmanuelle BIZEUL a remarqué que les décisions des élus s'exerçaient «**dans un cadre contraint**» par une politique qui conduisait l'Etat «**à opérer toujours plus de transferts à la charge des collectivités**». Alors que pour les familles les impôts locaux représentent déjà une trop lourde charge, «**pour augmenter les recettes budgétaires de 1 %, il faudrait augmenter de 3 points les impôts locaux**». Insupportable pour la conseillère communiste qui constate qu'«**il faudra bien un jour que nous abordions les réformes de la fiscalité locale en s'attaquant résolument à une taxation de profits financiers qui pour l'instant nourrit la crise financière**».

L'invité

Nantes Métropole

Pour une communauté de projets partagés

Nantes Métropole est aujourd'hui un espace de coopération groupant 24 communes. Tant par l'étendue de ses compétences que par le budget qu'elle gère, cette entité territoriale tient une place décisive ce qui n'est évidemment pas neutre dans le contexte politique national. La droite a y été largement battue. Les nouvelles communes qui vont être gérées par la gauche constitueront autant de points d'appui pour résister à la politique du président de la République et de son gouvernement et pour construire des politiques progressistes répondant aux attentes populaires. Lors du mandat qui vient de s'achever, nous avons mené une politique audacieuse dans de nombreux domaines. Je pense, en particulier, au développement économique, à la poursuite des programmes tram et Busway, à la gestion publique de l'eau et la fixation d'une tarification unique... Les élus communistes ont toujours été très attentifs à la question du financement et de la mise en œuvre de ces grandes politiques publiques. Nous avons, par exemple, toujours préconisé de fixer à leurs taux maximum le versement transport et la taxe professionnelle unique. Nous avons défendu et obtenu la sortie des logements intermédiaires (PLS) des objectifs du Plan Local de l'Habitat ce qui a permis d'avoir une politique offensive pour le logement vraiment social. L'installation du nouveau conseil nous a donné l'occasion d'affirmer notre volonté de voir poursuivre ces orientations. Nantes Métropole aura ainsi, demain, la responsabilité de mener une politique de développement économique qui favorise les activités industrielles, portuaires et aéroportuaires avec, notamment, la réalisation du nouvel aéroport de Notre Dame des Landes. Elle devra continuer d'affirmer sa démarche audacieuse en matière de logement social et peser sur les communes qui respectent pas les 20 % de la loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain. Nous préconisons une modulation de la Dotation de Solidarité Communautaire reversée aux communes. Nous voulons qu'elle soit calculée en fonction des politiques d'habitat qu'elles mènent. Enfin, notre communauté est confrontée au défi de la citoyenneté. Il apparaît de plus en plus nécessaire d'associer réellement la population aux orientations que nous prenons. La construction d'une intercommunalité de projets partagés nécessite de construire des outils concrets pour une démocratie active et continue. A l'évidence la forme de désignation des conseillers communautaires pose problème. Cette désignation devra à l'avenir être plus conforme au suffrage universel.



Yann VINCE

président du groupe des élus communiste à la communauté urbaine de Nantes

L'activité

Vertou

Pétitions pour la Maison de la sécurité sociale

La CPAM de Vertou a décidé de réduire à 2 jours (auparavant 5 jours ?) l'ouverture au public de la Maison de la Sécurité sociale, un service de proximité est très apprécié des usagers vertaviens et des habitants des communes avoisinantes. Le groupe des élus «**Pour une Alternative de Gauche à Vertou**», a lancé une pétition que 1144 personnes ont signée. «**Nous avons pu mesurer l'incompréhension et la colère des usagers et aussi les conditions difficiles d'accueil et de travail des deux employés, qui reçoivent près de 150 personnes par demi-journée**» explique Michel GOUTY. Sollicité, le directeur de la caisse et le président du conseil d'administration n'ont pas daigné répondre. Une «**délégation citoyenne**» s'est donc rendue, le 16 avril au siège, de la CPAM à Beaulieu pour remettre les pétitions et demander à être reçue. Affaire à suivre.

Nantes Métropole

Les responsabilités

Vice-président délégué à l'eau : **Raymond LANNUZEL**, Vice-président délégué à l'éclairage public, à la signalisation et à sécurité routière : **Yann VINCE**.
Commission d'appel d'offres permanente: **Raymond LANNUZEL**
Commission de délégation de service public permanente : **Raymond LANNUZEL**
• **SYNDICATS MIXTES :**
ENTENTE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ERDRE NAVIGABLE ET NATURELLE (EDENN) : **Michel RICA** suppléant
SYNDICAT MIXTE D'ETUDE ET D'ALERTE POUR LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU POTABLE DANS LE BASSIN DE LA LOIRE ANGEVINE ET ATLANTIQUE : **Raymond LANNUZEL**
SYNDICAT MIXTE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE LA METROPOLE NANTES-SAINT NAZAIRE (SCOT) : **Yann VINCE, Michel RICA, Maurice BOUE**
Membre du bureau du SCOT : **Yann VINCE**
• **SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE :**
SEMITAN (Société d'Economie Mixte des Transports en commun de l'Agglomération Nantaise) : **Gilles BONTEMPS**
SAEM Nantes Aménagement : **Michel LUCAS**
• **AGENCES :**
Nantes Métropole Développement : **Michel RICA**

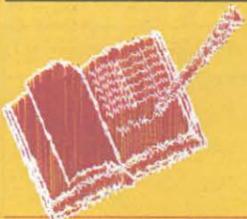
Saint Nazaire

Défendre l'emploi industriel

Beaucoup d'élus communistes et républicains, jeudi 5 avril, dans la manifestation unitaire pour exiger que des emplois de qualité soient créés dans l'industrie plutôt que dilapidés dans la spéculation. Chantal BEYER, Roger BILLET, Emmanuelle BIZEUL, Christian BOUALEM, Gilles BRIAND, Hubert DELAHAIE, Gérard DENOYELLE, Sophie DUQUESNE, Michel GUILLET, Marc JUSTY, Raymond LE DAHERON, Alain MANARA et Christian SAULNIER étaient dans le cortège bruyant et coloré qui a marché de la gare à la chambre de commerce et d'industrie. Deux jours plus tard, lors du conseil municipal, Alain MANARA rappela les propos du candidat Sarkozy venu à Gron pendant la campagne électorale «**Garder nos usines ouvertes c'est mon objectif parce qu'un pays sans usines c'est un pays sans économie**» avait-il. «**Tout cela n'a été que du vent !**» s'est exclamé le maire adjoint communiste constatant que les salariés «**sont toujours confrontés au plan Power 8 et à sa composante Zephyr qui a pour but la vente des sites de Méaulte et de Saint Nazaire-ville malgré des carnets de commandes pleins comme jamais**».



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



NANTES

Diffusion de masse pour la fête des Nouvelles à la Gare SNCF NORD Jeudi 24 et Mardi 29 de 7H30 à 8h45.

LOIRE & SEVRE

Assemblée générale des communistes, lundi 28 avril à 20h15, Espace Beautour à Vertou

VAL DE LOIRE

Assemblée générale des communistes, lundi 28 avril à 18h00, salle du Club House, rue des Jeux olympiques à Ancenis.

PRESQU'ILE

Assemblée générale des communistes, mardi 29 avril à 18h00, Centre médico-social au Croisic.

NANTES

Diffusion de masse pour la fête des Nouvelles à la CRAM / Poste Mardi 29 de 11H45 à 12H30

CONSEIL DEPARTEMENTAL

mardi 29 avril à 18h30 à la Fédération.

SAINT-NAZAIRE

Diffusions militantes pour la Fête des Nouvelles, mercredi 30 avril à 6h45 aux Chantiers navals, à 11h30 à Airbus.

HUMA CAFE

initialement prévu le 28 Avril, l'**Humacafé "L'avant-Mai 68 en région nantaise - Regards d'hier et d'aujourd'hui"** aura lieu le **VENDREDI 16 MAI** à 18h au Salon de Musique du LIEU UNIQUE".

Mobilisation d'ampleur pour les handicapés

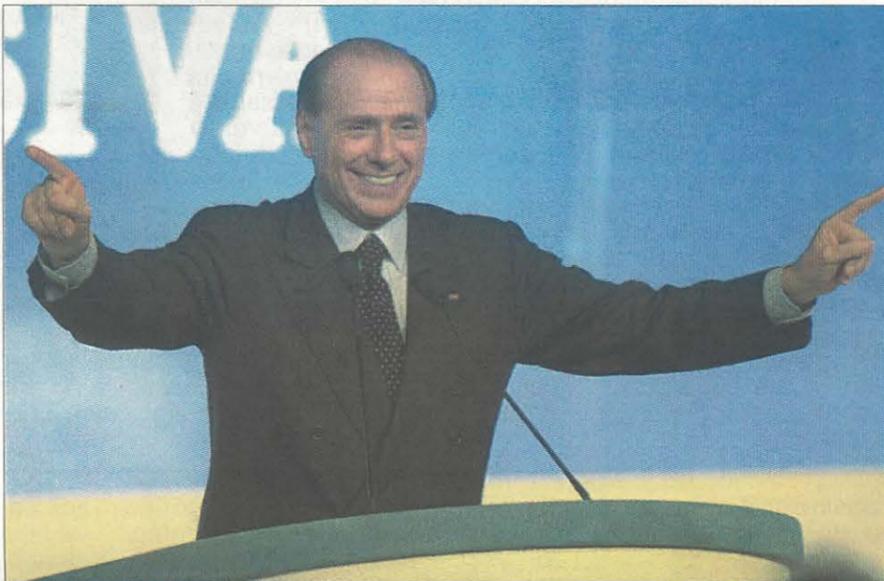
Le 29 mars a eu lieu à Paris, une manifestation nationale et inter associative, des handicapés pour la défense de leur pouvoir d'achat et le renforcement des aides techniques.

La revendication des handicapés est de porter l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) au niveau du SMIC. En un an, cette allocation n'a été augmentée que de 1,1% tandis que notre président s'augmentait de 140%. Cette manifestation a été un succès, nous étions 35 000 à Paris.



Mariano Monier

La droite populiste revient aux affaires en Italie



Le résultat des élections nationales italiennes n'est pas anecdotique. Il marque d'abord l'échec du centre gauche sortant qui a souhaité fermer la porte à la gauche sociale. Celle-ci est la grande perdante des élections, la « gauche arc en ciel » (2 partis communistes, 1 parti vert, 1 parti d'obédience socialiste) avec 3,4% en moyenne perd plus de 6% et ne sera plus représentée au sénat ni au parlement. Il n'y a plus de députés communistes en Italie, c'est historique. Pire, Berlusconi pourrait confier la présidence de la chambre à G. Fini, ex président de « l'alliance nationale » (néo fasciste) et devra compter avec les 8% des séparatistes racistes de la Ligue du Nord.

L'élection de Berlusconi renforce, après celle de Sarkozy, la droite ultra-libérale européenne, marquée par sa proximité avec les puissances d'argent. Bien avant Sarkozy, Berlusconi avait conquis une première fois le pouvoir en s'appuyant sur les grands médias privés et en jouant sur la personnalisation de la vie politique.



Depuis plus d'un mois déjà des milliers de lycéens manifestent contre la casse de l'éducation, en automne déjà nous étions fortement mobilisés contre la loi LRU (réforme des universités) au côté des étudiants, maintenant le gouvernement s'attaque aux lycées et nous ne le laisserons pas faire ! Cette réforme MEDEF/UMP organise la casse de l'éducation, elle prévoit la suppression de 80000 postes

d'enseignant en 5 ans (11500 dès la rentrée prochaine), c'est à dire la suppression de filières dans certains lycées, les filières les moins rentables évidemment, ce sera aux patrons de voir ce dont il a besoin comme main d'œuvre et l'Etat exécutera leurs volontés. On sait bien évidemment que la suppression de poste atteindront plus facilement les lycées de banlieue que les lycées de centre ville où les fils à papa pourront tranquillement

continuer leurs études sans être inquiétés, le fossé entre les différents quartiers va se creuser de plus en plus, amplifiant l'écart de niveau de vie entre les différentes classes de notre société.

Bien sûr, il n'y a pas que les suppressions de postes, l'Etat prévoit aussi plus d'autonomie pour les lycées, les entreprises auront donc leur place dans la gestion administrative de nos lycées publics. La notation des enseignants sera faite par le proviseur, les promotions seront attribuées en fonction des résultats des élèves,... C'est en grand retour en arrière que prévoit Xavier Darcos.

Mais nous sommes présents, nous sommes mobilisés, nous ne voulons pas de cette éducation à la solde du capitalisme, nous manifesterons

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

Fête des nouvelles : En campagne !

De Saint-Nazaire à Nantes, c'est avec ambition que les communistes ont engagé la bataille de la vignette avec des dizaines d'initiatives de diffusion, de vente, de collage. Il reste quelques semaines pour gagner la participation et réussir à ce que l'édition 2008 soit belle, rebelle et fraternelle.



Par Benjamin Filliatre

jusqu'au retrait de cette loi, nous descendrons de plus en plus nombreux dans la rue pour défendre notre vision de la société et notre vision de l'éducation !